



PÊCHE / Des experts réfléchissent à une gestion régionale concertée des stocks de sardinelle



Des experts du secteur de la pêche, réunis jeudi pour la commémoration de la Journée mondiale dédiée au secteur, ont insisté sur l'importance d'une gestion concertée, au niveau régional, des stocks de sardinelle.

La Journée mondiale de la pêche est célébrée le 21 novembre de chaque année à travers le monde et au Sénégal où une rencontre a été organisée autour de cette commémoration par l'Institut universitaire de pêche et d'aquaculture (IUPA) de l'université Cheikh-Anta-Diop de Dakar, en présence de professionnels et d'experts du secteur.

“On ne peut pas parler de stocks de sardinelle pour le Sénégal, parce que c'est un stock sous-régional qui est partagé entre la Mauritanie, le Maroc, la Gambie, la Guinée-Bissau”, a noté Sidiya Diouf, chef de la division pêche artisanale à la direction des pêches maritimes. Il explique que chacun de ces pays est souverain et en fonction de ses orientations et objectifs, il met en place un dispositif pour “capturer le maximum de quantités. Et c'est ça qui rend la gestion de cette espèce très difficile”.

La sardinelle était, il y a quelques années en arrière, “l'espèce la plus accessible” en termes de prix, mais aussi “la plus commercialisée” au niveau national, a relevé M. Diouf.

“Parler de cette espèce, qui était accessible pour les populations, peu coûteuse et consommée jusqu'au fin fond du Sénégal, revêt une importance capitale”, a-t-il souligné.

<https://aps.sn/des-experts-reflechissent-sur-une-gestion-sous-regionale-concertee-des-stocks-de-sardinelles/>

Cas de fraude au baccalauréat 2024 : Les sanctions sont tombées



Le Conseil de discipline de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) a rendu publiques les sanctions issues des cas de fraude au baccalauréat 2024. Sur les 185 dossiers disciplinaires, plusieurs dizaines de candidats sont suspendus pour une longue durée. D'autres ont reçu une réprimande.

En effet, ces décisions varient selon la gravité de l'infraction, rapportent nos confrères de la RFM. Les 32 candidats ayant utilisé leur téléphone individuellement ou par groupe Whatsapp ont été sanctionnés avec une interdiction de deux ans avant de pouvoir repasser l'examen du bac. Les 38 autres candidats impliqués dans des cas de tricherie avec des documents non autorisés ont, quant à eux, été suspendus pour deux ans. En ce qui concerne les détentions de téléphone, les 115 candidats concernés ont écopé d'une réprimande. Ils seront autorisés à repasser le baccalauréat en 2025.

Ce qui veut dire que sur les 185 candidats interpellés pour fraude lors des épreuves de 2024, les 70 vont devoir rester deux ans sans passer le bac.

Rappelons que les membres du Conseil de discipline de l'UCAD habilités à se pencher sur les cas de fraude durant les examens se sont réunis le jeudi 14 novembre dernier pour rendre publique leur décision.

https://www.seneweb.com/news/Education/cas-de-fraude-au-baccalaureat-2024-les-s_n_456283.html

Sédhiou – Affectation d'enseignants : Le Lynaqe dépeuple les lycées et Cem



Dans la région de Sédhiou, la colère gronde chez les élèves qui ont du mal à accepter le départ en masse de leurs enseignants vers le Lycée Nation-Armée pour la qualité de l'équité (Lynaqe), qui a ouvert ses portes. Hier, les élèves de Faoune sont sortis en masse pour dénoncer ce «pillage» subi aussi par le Cem Mamadou Mané et le Lycée Balla Moussa Daffé, situés dans la commune de Sédhiou. Eux aussi, ils contestaient le départ des professeurs de Sciences (Maths, Svt) vers le centre d'excellence.

Même si les enseignants ont été recrutés, selon les autorités académiques, à la suite d'un appel à candidatures, cette situation est en train d'impacter le système éducatif de la région déjà confrontée à un déficit criard d'enseignants. Surtout dans une région qui fait partie des plus impactés par le mouvement national à la fin de chaque année scolaire.

Lors de cette marche des élèves de Faoune, il a été procédé à l'arrestation du Principal et d'une dizaine d'élèves par la gendarmerie de Bounkiling. Ils manifestaient contre l'affectation de trois professeurs, notamment de Mathématiques, de Sciences de la vie et de la terre, et d'histoire-géographie au niveau du Lynaqe. Pour contester cette situation, les élèves de la localité se sont mobilisés ce jeudi matin vers 8 heures pour aller déloger les autres établissements.

<https://lequotidien.sn/sedhiou-affectation-denseignants-le-lynaqe-depeuple-les-lycees-et-cem/>

Recherche et innovation: L'ISRA célèbre plusieurs décennies de coopération



L'Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA), l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et le centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) ont célébré en commun les décennies de leurs partenariats scientifiques dans le domaine de la recherche et de l'innovation.

Cet événement symbolique, festif et convivial qui réunit des chercheurs, doctorants et partenaires se tient du 19 au 22 novembre 2024 à Dakar, au Monument de la renaissance africaine. En effet, l'IRD, un institut de recherche français, soufflait ses 80 ans de partenariat avec l'ISRA au Sénégal. Le Cirad fêtait aussi ses 40 ans de collaboration avec l'ISRA. Quant à ce dernier, il commémorait ses 50 années au service du peuple sénégalais.

Une occasion qui a permis aux partenaires scientifiques, techniques et financiers ainsi que des institutionnels et des chercheurs de partager des résultats de projets de recherche et d'innovation au service du développement durable et mettre en lumière les avancées scientifiques sur les grands enjeux du développement et de l'environnement local et planétaire.

"Nous célébrons ensemble des décennies de partenariat consacrées à relever les défis de la recherche agricole et du développement durable. C'est un événement important pour nous parce que cette communion magnifie notre coexistence au Sénégal mais également notre ferme engagement à poursuivre des ambitions communes de recherche avec et pour les communautés et les terroirs dans tout le pays", a déclaré Dr Moustapha Gueye, Directeur général de l'ISRA.

https://seneweb.com/news/Societe/recherche-et-innovation-l-isra-celebre-p_n_456374.html

ACTUALITÉS NATIONALE

Enseignement supérieur. L'ISFAD mue et devient l'université numérique de Guinée (UNG)



L'institut supérieur de formation à distance devient désormais université numérique de Guinée. C'est dans ce cadre qu'un atelier stratégique s'est ouvert ce jeudi dans un réceptif hôtelier de Conakry. Des professionnels du secteur, des enseignants chercheurs et chercheuses guinéens et africains, vont se concerter jusqu'au 22 novembre, pour une meilleure mise en place de cette institution.

Pour ce faire, plusieurs thèmes feront l'objet de réflexion. Parmi ceux-ci figurent, selon Oumou Salamata Barry, directrice générale de l'ISFAD, les : « aspects fondamentaux de cette transition, comment faire en sorte que notre offre de formation soit encore plus pertinente et adaptable ? Comment exploiter le potentiel des technologies numériques pour enrichir l'expérience d'apprentissage ? Comment garantir l'accompagnement de nos étudiants dans ce mode virtuel tout en préservant la qualité pédagogique qui fait notre identité ? »

La directrice caresse le rêve d'un avenir radieux avec ce changement. « Nous allons construire une vision partagée d'une université numérique qui saura répondre aux attentes des étudiants et aux défis de demain. Je suis convaincue que notre future université numérique deviendra enfin d'excellence et d'innovation et transformera l'accès à l'éducation, créera des opportunités sans précédent et préparera aux étudiants à devenir des leaders dans un monde en constante évolution », s'est-elle réjouie. Il a rassuré par ailleurs que son agence : « sera à vos côtés pour pouvoir apporter sa contribution en termes de d'expérience, en termes d'expertise, mais en termes aussi de moyens à mobiliser.

<https://www.guinee7.com/2024/11/21/enseignement-superieur-lisfad-mue-et-devient-luniversite-numerique-de-guinee-ung/>

Tunisie/Budget de l'Etat 2025 : Appel à l'amélioration des conditions des étudiants dans les régions



Les députés des deux chambres parlementaires réunies ont souligné, mercredi 20 novembre, lors de l'examen du budget du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour l'exercice 2025, la nécessité de prendre les mesures nécessaires pour améliorer les conditions des étudiants dans les régions, renforcer les infrastructures universitaires et recruter les enseignants au sein des établissements universitaires.

Dans leurs interventions, les députés ont déploré les inégalités dans l'accès à l'enseignement supérieur entre les différentes régions du pays, qui ont été accentuées par une répartition inéquitable des budgets et des programmes relatifs à la promotion de l'enseignement supérieur, appelant à la nécessité de renforcer l'infrastructure, de construire de nouveaux établissements universitaires à l'intérieur du pays et de parachever les projets bloqués. Ils ont également soulevé les questions liées à la dégradation des services de restauration, la vétusté de l'infrastructure des foyers et leur faible capacité d'accueil.

Dans le même contexte, les élus ont précisé qu'un grand nombre d'étudiants n'ont pas bénéficié de logements universitaires et ont eu recours aux locaux qui ne sont pas à usage d'habitation, alors qu'un certain nombre d'entre eux se sont vus refuser des bourses universitaires. Les députés ont appelé à la nécessité de construire de nouvelles universités et de nouveaux foyers universitaires dans certaines régions du pays, d'accélérer l'achèvement de tous les projets liés à l'enseignement supérieur et à la recherche scientifique bloqués actuellement et d'augmenter les budgets des services universitaires.

<https://www.leconomistmaghreb.com/2024/11/20/budget-et-de-etat-2025-deputes-appellent-a-prendre-mesures-necessaires-pour-ameliorer-conditions-des-etudiants-dans-r>

Inauguration du Centre de l'Emploi et de la Formation "Unipod" à l'Université de Nouakchott



Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique; M. Yacoub Ould Moine, a inauguré, jeudi, le Centre universitaire pour l'emploi et la formation « UNIPOD Mauritanie », fruit d'un partenariat entre l'Université de Nouakchott et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Unipod Mauritanie fait partie de "l'Initiative de Tombouctou", qui couvre 11 pays africains dans le but de promouvoir l'innovation et l'esprit d'entreprise chez les jeunes Africains.

Le centre vise à créer un espace dédié à l'innovation et au prototypage, conçu pour stimuler la créativité des étudiants, des chercheurs, des start-ups, des innovateurs et des incubateurs dans les secteurs public et privé, et à fournir des ressources et un programme de mentorat pour soutenir le développement de projets et développer des compétences en matière de réflexion sur la conception et d'innovation technologique.

S'exprimant à cette occasion, M. Yacoub Ould Moine, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, a salué la création de ce centre qui constitue le premier espace d'innovation au niveau des établissements d'enseignement supérieur dans le pays grâce au partenariat entre l'Université de Nouakchott et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

<https://ami.mr/fr/archives/259304>

Selon France Universités, le MESR fait marche arrière sur la mise en réserve de 1 % de la SCSP



C'est une action inédite qu'ont menée une vingtaine de présidentes et présidents d'université, ce jeudi 21 novembre 2024, à l'issue de l'assemblée générale de France Universités, en se rendant au ministère de l'ESR pour exprimer leur "mécontentement" et leurs "inquiétudes". Une mobilisation spontanée liée aux perspectives budgétaires pour 2025, alors que le PLF est en cours de discussion au Sénat. Mais c'est la possible création d'un fonds de solidarité financé par une mise en réserve de 1 % de la SCSP des établissements qui a provoqué la "colère" des chefs d'établissement.

Sur les 20 présidentes et présidents composant cette délégation spontanée, dix ont été reçus pendant "une heure et demie" par la directrice adjointe de cabinet du ministre, puis par Patrick Hetzel lui-même. Un échange "cordial" au cours duquel le ministre de l'ESR se serait engagé à geler le projet de mettre en réserve 1 % de la SCSP des universités, rapporte Virginie Dupont, vice-présidente de France Universités et présidente de l'université Bretagne Sud, qui faisait partie du groupe reçu par le ministre.

Contacté par AEF info, le MESR n'a pas encore répondu à nos sollicitations.

Ce projet "a été la goutte de trop pour nos établissements dont la situation financière ne fait que se dégrader. Compensation partielle des mesures dites 'Guerini', inflation, absence de compensation du relèvement du CAS pensions pour 2025... On ne va pas y arriver", déplore Virginie Dupont. Et d'ajouter que "les universités en difficulté ne veulent pas demander la charité aux autres" : "si un fonds de solidarité doit être créé, il ne doit pas être pris sur les moyens des établissements".

<https://www.aefinfo.fr/depeche/721695-selon-france-universites-le-mesr-fait-marche-arriere-sur-la-mise-en-reserve-d>